8 avril 2011 - N°2 10 centimes LA COMMUNE A 140 ANS 10 centimes 8 avril 2011 - N°2

**"Nous reviendrons foule sans nombre.
Nous viendrons par tous les chemins,
Spectres vengeurs sortant de l'ombre,
Nous viendrons, nous serrant les mains"**

Louise Michel

LE CRI DU PEUPLE

DE LIBOURNE

" ... On les traitait de bohêmes et de bandits ces insurgés! Leurs généraux ont eu un sang froid de héros, et de leurs bouches fracassées, ils ont craché leur sang à la face des assassins... "

Jules Valles

L'ancêtre de cette feuille parut le 22 février 1871 sous la direction de JULES VALLES

LA VILLE INITIATRICE

Paris est l'initiateur, le propulseur universel. Sans sortir de son droit, il peut dans son enceinte, abolir la peine de mort, proclamer le droit de la femme et de l'enfant, appeler la femme au vote, décréter l'instruction gratuite et obligatoire, doter l'enseignement laïc, supprimer le procès de presse, pratiquer la liberté absolue de publicité, d'affichage et de colportage, d'association et de meeting, installer la magistrature élective, n'adopter, ne salarier et ne persécuter aucun culte, proclamer la liberté des banques, proclamer le droit au travail, lui donner pour organisme l'atelier communal et le magasin communal, reliés l'un à l'autre par la monnaie fiduciaire à rente, constituer l'impôt unique qui est l'impôt sur le revenu; en un mot, abolir l'ignorance, abolir la misère, et en fondant la cité, créer le citoyen...

Victor Hugo, 28 avril 1871

Manifestations organisées par les *fédérés* de Libourne / mars, avril, mai 2011

BARRICADE

Samedi 19 mars 2011 à partir de 14h rue Jules Favre
1° édition du *Cri du Peuple*. Venez le demander!

UNIVERSITE POPULAIRE

Dix interventions pour découvrir la Commune et réfléchir sur cet événement politique, véritable insurrection populaire devenue une révolution sociale en France, du 18 mars au 28 mai 1871.

DEAMBULATION

Départ de la rue Thiers le vendredi 8 avril à 18H30
2° édition du *Cri du Peuple*. Venez le demander!

REVEILLON FESTIF du 1° MAI
organisé par les associations libournaises

Soirée du samedi 30 avril , à la salle du Verdet, chacun porte et partage à manger, chorales, musiciens, artistes
3° édition du *Cri du Peuple*. Venez le demander!

EXPOSITION

Du 15 avril au 28 mai à la médiathèque Condorcet

FILM

Projection d'extraits du film "La Commune" de Peter Watkins à la médiathèque les 7, 14, 21, 28 mai à 13h30

CONCERTS

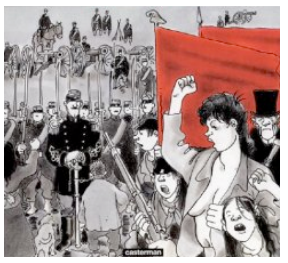
Vendredi 29 avril à 19H Concert d'O.P.A. Orchestre Poétique d'Avant-guerre à la salle du Verdet
Samedi 28 mai à 22h Concert du groupe Jass It up sur le thème de la **Semaine sanglante**
au kiosque de la place Joffre

PROGRAMME DE L'UNIVERSITE POPULAIRE

Mars : salle des fêtes
19 mars *La Commune*, Alain Porte *(16h)*
Le second exil du baron rouge, un éditeur parmi les communards, François Gaudin *(18h)*
Avril : salle du Verdet ou médiathèque
1 avril Verdet : *Les francs maçons sous la Commune*, Michel Davain *(20h)*
15 avril Médiat :*Les écrivains et la presse sous la Commune*, César Huerta *(16h)*
22 avril Verdet : *Le marxisme à l'épreuve de la Commune*, Jean-Claude Gillet *(20h)*
29 avril Verdet : *Les anarchistes et la Commune*, Jean-Philippe Crabé *(20h)*
Mai : Médiathèque ou Bourse du travail
6 mai B. du travail : *Sociétés coopératives ouvrières* (Scop) Bruno Fontan *(20h)*
7 mai Médiat : *Atelier écriture : La commune, femmes engagées,* Maryse Belloc
14 mai Médiat : *Idées éducatives, l'éducation populaire,* Jean-Marc Ziegelmeyer
21 mai Médiat : *La Commune : quel sens aujourd'hui ?* Jean-Luc Richelle

Les interventions à la médiathèque des 7, 14, 21 et 28 mai ont lieu à 15h30 après projections à 13h30 d'extraits du film **La Commune** de Peter Watkins

ARTISTES PARTICIPANT AUX MANIFESTATIONS



Echo Ral'bol : chorale militante de Bagas
Christian Leduc : chanteur en liberté
Les Amis de l'Ormée : chorale militante
EmiAl et son orgue : conteur
Jass it up : musique en mouvement
La collectore : fanfare rock
O.P.A. : orchestre poétique d'avant-guerre
Sylvie Latrille : conteuse
Caroline Cesareo : plasticienne
Une table de presse sera mise à disposition par la librairie du Muguet lors de certaines sessions d'Université Populaire

Informations détaillées sur le site : **http://commune.140.free.fr**

UN PEU D'HISTOIRE

Les causes de la Commune sont nombreuses et complexes, même si l'on considère généralement que la guerre franco-allemande de 1870 en fut l'une des raisons principales.

Replaçons-nous un peu dans le contexte du temps : à la mi-juillet 1870, la France, pour un motif futile, la prétention d'un prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, déclare la guerre à la Prusse qui ne demandait que cela.

Dès la fin du mois de juillet, les revers s'accumulent et ne font que s'amplifier courant août. Bientôt l'Alsace et les provinces de l'Est sont envahies.

L'opinion française, parisienne tout particulièrement, qui voyait déjà les troupes françaises défiler à Berlin, ne peut accepter la défaite et tout de suite c'est l'émeute dans la capitale.

A l'époque, contrairement à beaucoup de départements qui étaient essentiellement bonapartistes ou royalistes, Paris était républicain. Napoléon III se sent donc contraint de nommer un Gouvernement de gauche dirigé par Émile Ollivier. Gauche très modérée et bourgeoise, opposée à la gauche révolutionnaire soutenue par les faubourgs et les arrondissements populaires.

Début septembre, c'est la débâcle de Sedan. L'empereur Napoléon III y est fait prisonnier. C'est l'écroulement de l'Empire, sa déchéance et le 4 septembre, la proclamation de la III^{ème} République.

La gauche modérée, pressée par les révolutionnaires et représentée par les députés parisiens, prend le pouvoir sans consulter la province et s'autoproclame : *Gouvernement de la défense nationale*. Les journaux de province, peut être à juste titre, parlent alors de dictature.

Après l'invasion du pays, Paris est encerclé et assiégé par l'armée allemande. Cette situation est prétexte à conflits entre bourgeois et petit peuple parisien. Les premiers désirent la paix, les seconds la résistance à outrance, *la sortie torrentielle* comme ils disent alors.

À l'annonce de l'armistice fin janvier 1871, Paris proteste violemment contre les lâchetés et les trahisons endurées pendant le siège.

La guerre, la défaite, le siège, l'armistice seront parmi les causes principales de la Commune, après des décennies de misère et d'exploitation de la classe ouvrière, mais ce ne sont pas les seules. C'est une accumulation de maladresses et d'injustices qui va mettre le feu aux poudres :

- La suppression des " trente sous " que reçoit quotidiennement le garde national ;
- L'abolition des moratoires qui avaient suspendu le paiement des loyers ainsi que les échéances ;
- La décision de désarmer la garde nationale qui pourtant suivant les conditions d'armistice pouvait conserver ses armes ;
- Le choix de l'Assemblée de faire, contre l'avis de Thiers, de Versailles la capitale politique de la France.

Dans la nuit du 18 mars, à trois heures du matin, les troupes envoyées par Thiers occupent les points stratégiques de la rive droite, tandis que des détachements armés sont envoyés contre divers dépôts de canons de la capitale. Tout part de Montmartre, du champ polonais, emplacement de l'actuelle basilique du Sacré-Cœur, le plus important dépôt de canons et de mitrailleuses de Paris. Cette nuit là, le coup de force de Thiers déclenchera concrètement l'insurrection.

Dans le petit jour gris et froid, sous une fine pluie glacée, Paris se réveille au son du tocsin, partout les tambours battent la générale...

Nous sommes à Montmartre le samedi 18 mars 1871, une Révolution commence...

M.D.

LES OS DE NOS PÈRES

Ainsi nous avons vu les cadavres
de nos ancêtres dépouillés.
Ils gisaient depuis si longtemps
sous la terre que nous les pensions apaisés, au repos.
Car ils avaient fait des rêves
grands comme des forteresses,
ils avaient les mains calleuses et
le regard qui portait loin.
Dans la logique de la descendance, ils nous voyaient récolter
des moissons abondantes,
ils voyaient nos assiettes pleines,
nos souliers neufs,
nos dimanches ensoleillés et
sans fatigue.
Ils pensaient que nous marcherions dans la vallée des songes et
que nous y bâtirions des cathédrales.
Mais il souffle ici un vent mauvais.
Et voilà que les os de nos pères,
qu'on pensait au repos, apaisés,
s'agitent et que tout s'embrunit.
C'est l'époque.
Ainsi, ne pouvant rêver moins
haut que ne rêvaient nos pères,
prendre courage,
poser nos actes
et retrouver, pour notre descendance, la vallée des songes, la
force de l'Amour.

M.
pour l'Orchestre Poétique d'Avant-guerre – O.P.A

Ceux qui sont morts tués par balles ne dorment pas. Ils attendent qu'on vienne, ils n'ont pas froid. *Je suis nu, prends moi dans tes bras, essuie la terre, couvre-moi de la couverture où point par point, sont dessinés les noms des camarades... Ô camarades de partout ne dites pas que vous avez honte parce que votre cri ne porte pas... Je suis vivant, je suis debout, je vous entends....*

Jacques Bertin

LE CRI DU PEUPLE
33500 Libourne
Comité de rédaction :
Collectif Zone Lib
Tirage : 1000 exemplaires imprimés par nos soins
Prochaine publication le 30 avril

LA COMMUNE de PARIS Quel sens aujourd'hui?(2)

Certains voudraient lire l'histoire comme on tourne les pages d'un livre, selon une succession d'événements qui se produisent de façon plus ou moins spontanée, ce qui correspond à une *neutralisation* ou une banalisation des rapports de force sous-jacents.

Or la Commune de Paris n'est pas un événement historique banal mais une insurrection populaire contre l'Etat. Un Etat, un gouvernement, n'est pas une organisation de pouvoir neutre. La Commune est un mouvement ouvrier, conduit et organisé par des ouvriers qui expriment, par cette insurrection, une conscience de classe. Les acteurs de ce mouvement révolutionnaire sont imprégnés de diverses convictions politiques qui relèvent d'une prise de conscience de leurs conditions de vie. C'est bel et bien une expression politique, l'expression populaire d'une population ouvrière qui s'oppose à des populations bourgeoises et aristocrates.

Le moteur de cette mobilisation chez ces ouvriers est une réelle conscientisation des rapports sociaux qui les dominent, bien plus qu'une simple sensibilisation aux difficultés de leur existence. Cette conscience de leurs conditions sociales, économiques, sera le moteur de leur volonté et de leur énergie pour prendre le pouvoir et ainsi prendre en charge de façon autonome les affaires de la Cité. La Commune va permettre l'expression directe des ouvriers parce qu'ils décident alors de leur propre lutte sans que des représentants ne leur volent cette parole et cette capacité d'agir. Ce ne sont pas des organisations d'une démocratie plus ou moins représentative qui parlent au nom du peuple, c'est le peuple lui même qui prend la parole et le pouvoir, révélant aux classes bourgeoises dominantes qu'il sait penser, parler, gérer ses propres affaires et celles du pays. Les participants de la Commune vont mettre en œuvre une démocratie directe qui repose sur une citoyenneté active. Il est vrai que les communards ne sont pas des experts de la gouvernance car ils représentent une classe ouvrière naissante dans un contexte d'ascension du capitalisme. Cette classe est mal structurée et inexpérimentée, composée d'une diversité d'opinions en tension, mais confortée dans ses responsabilités par la spontanéité de cette révolte devenue une véritable révolution ouvrière. Celle-ci reste confrontée notamment aux rivalités internes, à la pression sociale et à des exigences démocratiques.

Aujourd'hui, le paysage social, la composition socioprofessionnelle de la population dite active et l'organisation politique française, présentent des différences avec la période des années 1870. Toutefois, un certain nombre de problèmes soulevés par la Commune, sinon tous, restent d'actualité, avec des nuances de contexte évidemment et des intensités différentes : le non respect des droits de l'homme, les inégalités, l'injustice sociale, l'exclusion sociale et économique, l'organisation productiviste du travail, la fausse démocratie participative, la relégation des femmes dans des tâches subalternes…

Certains mettent en évidence l'inadéquation de l'aspect insurrectionnel de la Commune avec notre époque car bien des évolutions ont vu le jour depuis la fin du 19ème siècle en matière de droits et de rapports sociaux et politiques.... Pourtant, en ce début du 21ème siècle, sous d'autres formes que la prise de fusils, certaines expressions insurrectionnelles et de multiples initiatives émergentes devraient être examinées avec plus d'attention pour tempérer cette opinion *d'inadéquation* et déceler une certaine familiarité dans des initiatives de résistance ou *d'indignation*. Nous abondons dans ce qu'écrit en 1999 Claude Willard, Président de l'association des Amis de la Commune de Paris :

« *L'œuvre de la Commune demeure d'une extraordinaire actualité parce que, viscéralement démocratique, elle a su, dans les termes de son époque, poser et essayer de résoudre des problèmes qui nous tenaillent toujours* ».

De plus, dans des pays proches, l'actualité récente peut nourrir une analyse politique qui constate de fortes similitudes avec le contexte d'émergence de l'insurrection populaire de la Commune.

J-L R

LE PROGRAMME DE L'AVENIR

Ordre social

Egalité des droits civils et politiques de l'homme et de la femme.

Devoirs de la Société envers l'Individu : assistance à l'enfance, aux malades, aux infirmes, à la vieillesse, à ceux ou celles qui, pour une cause quelconque, sont empêchés de travailler.

Education commune, gratuité, professionnelle, obligatoire et laïque.

Mise en possession, à titre gratuit, des instruments de travail.

Salaire du travail proportionné aux besoins de l'Individu et aux ressources sociales.

Devoirs de l'Individu envers la Société : exercice de ses facultés de travail dans la mesure de ses forces.

Remise à la société de l'intégralité des fruits de son travail.

Ordre religieux

Séparation de l'Eglise et de l'Etat - La libre conscience.

Ordre judiciaire

La peine de mort abolie.

Toutes les causes déférées au jury - Système pénitentiaire moralisateur, préventif.

Ordre politique

Suppression des armées permanentes – La nation en armes pour sa défense

L'individu libre dans la Commune – La Commune libre dans l'Etat - L'Etat libre dans la nation – La nation libre dans l'humanité

République fédérale, démocratique, sociale, universelle

San Sebastian (España)
31 mai 1873
Maurice La Châtre

Le troisième numéro du CRI DU PEUPLE sera distribué dans la soirée du 30 avril lors du réveillon festif organisé par les associations libournaises au Verdet.

LIBÉRER LE TRAVAIL

Parmi les combats des fédérés, morts par milliers sur les barricades de la Commune de Paris ou déportés en masse, on trouve *l'émancipation des travailleurs par les travailleurs.*

Se réapproprier les moyens de production, gérer collectivement les produits du travail, réduire la durée du travail, limiter le travail de nuit, mener l'autogestion dans des coopératives où un conseil de direction est élu tous les 15 jours par l'atelier, autant de tentatives pour affranchir le travailleur de l'aliénation en inventant de nouvelles formes de travail, de nouveaux rapports au travail, de nouvelles motivations au travail... Autant de révolutions que les versaillais ont voulu écraser à tout prix.

Pourtant toutes ces *utopies* n'ont cessé de nourrir l'imaginaire populaire en France où elles ont inspiré nombre de mesures du pacte social de la Libération. Mais nos *versaillais* d'aujourd'hui – grand patronat et bourgeoisie – épaulant les « partis de gouvernement » et épaulés par eux, mènent une nouvelle guerre impitoyable et mondiale, pour dévaluer le travail face au capital et à la rente, et pour asservir toujours plus les peuples au travail.

Pour la première fois depuis le 19ème siècle, la durée du travail a été augmentée en 2010 par le biais du recul de l'âge de départ en retraite. La précarité totale de l'emploi est en passe de devenir la norme.

Face à cela, les travailleurs d'aujourd'hui opposent une résistance dispersée. Les fragiles barrières sociales tombent les unes après les autres dans une quasi résignation. L'imagination collective est en panne et les appareils syndicaux s'avèrent bien incapables de la réactiver.

Quelques défilés en bon ordre des salariés auxquels répondent nombre de bras d'honneurs de la part de nos gouvernants, et tout le monde repart s'agglutiner pendant des heures sur les rocades et sur les quais pour deux ans de plus sous le joug.

Alors que les victimes de la guerre sociale tombent désormais seules dans leur coin, il semble urgent pour les travailleurs de retrouver les vertus de la solidarité et de la contestation. Il est temps qu'ils reprennent leur liberté et, qu'à nouveau fédérés, ils redonnent libre cours au rêve et reprennent la construction du monde qu'avaient commencé leurs aînés, il y a 140 ans, derrière les barricades de la Commune de Paris...

P.L.

SUPPOSONS UN TEMPS NORMAL

Supposons un temps normal. Figurons-nous Paris, ce Paris-là, en travail. Les réformes viennent l'une après l'autre. Paris est l'immense essayeur. L'univers civilisé, attentif, regarde, observe, profite. La France voit le progrès se construire lentement de toutes pièces sous ses yeux ; et chaque fois que Paris fait un pas heureux, elle suit ; et ce que suit la France est suivi par l'Europe. L'expérience politique, à mesure qu'elle avance, crée la science politique. […] Ce que Paris dit est dit pour le monde ; ce que Paris fait est fait pour le monde. […] Que Paris le pratique, le progrès sera admis. Paris en mouvement, c'est la vie universelle en activité. Plus de force stagnante ou perdue. La roue motrice travaille, l'engrenage obéit. La vaste machine humaine marche désormais pacifiquement, sans temps d'arrêt, sans secousse, sans soubresaut, sans fracture. La révolution française est finie, l'évolution européenne commence.

[...] N'importe, ce qui est dans Paris en sortira. Tôt ou tard, Paris Commune s'imposera. Et l'on sera stupéfait de voir ce mot Commune se transfigurer, et de redoutable devenir pacifique. La Commune fera une œuvre sûre et calme.

Victor Hugo

ENGAGEZ-VOUS

Le 18 mars 1871, à 3h du matin, les troupes de Thiers entrent dans Montmartre. Il s'agit de récupérer les canons fabriqués par les Parisiens pendant le siège et aussi de quadriller militairement Paris. Mais voilà que le remue-ménage occasionné par la recherche d'attelages pour emporter les canons en pleine nuit fait sortir les Parisiens. Les gens s'attroupent, les ménagères entourent les soldats, les gardes nationaux accourent… Une foule spontanée commence à s'interposer et très vite, les soldats lèvent la crosse et fraternisent avec ces gens qu'ils ont sortis du lit. C'est ainsi, au milieu de la nuit, par une combinaison de circonstances et de nécessité, que commence l'insurrection. Le peuple parisien se soulève tout d'un coup et « s'engage » dans un travail collectif de construction d'une nouvelle organisation sociale, qui durera 72 jours.

L'engagement d'une personne correspond à l'attitude qu'elle adopte et met en acte quand, prenant conscience de son appartenance à la société et de sa condition dans cette société, elle affirme ses convictions en prenant position au service d'une cause sociale ou politique, et passe d'un rôle de spectateur à celui d'acteur social. En général, les pensées novatrices ne manquent pas. Mais, aussi justes soient-elles, les idées ne révolutionnent rien par elles-mêmes et ne portent pas effectivement atteinte à l'ordre établi : encore faut-il que des gens concernés aient envie de faire l'effort de les mettre en œuvre. L'engagement ne se fait pas par l'intention ou par la parole, l'engagement se pratique en actes. Il faut coupler à une conviction intellectuelle de départ, une force concrète d'agir qui s'oppose aux habitudes de l'inertie et qui peut les mettre en mouvement. Dans toutes sociétés, le contrat social imaginé par le pouvoir qui s'exerce a pour but de conserver l'ordre établi. Ce dernier repose sur deux piliers : celui de la force et des contraintes de toute nature qui s'imposent de l'extérieur sur les personnes, et celui du consentement personnel enraciné au plus intime de chacun afin de ne pas mettre en péril le peu de confort dont on le gratifie. S'engager dans une démarche active qui affronte ce qui est établi, c'est d'abord se faire violence à soi-même et accepter de prendre le risque d'un pari : ce que j'obtiendrai par mon action sera d'une manière ou d'une autre, meilleur que ce que je veux changer. Certains disent que ceux qui s'engagent dans un choix radical le font parce qu'ils n'ont plus rien à perdre. Ils ont toujours à perdre : leur liberté, leur vie, leurs proches...

10 000 Communards déportés ou emprisonnés. 20 000 Communards exécutés.

Ils font juste le pari que l'après vaudra plus que l'avant.

M.B.